



L'UIHJ et une délégation française en Thaïlande

A la suite de la visite de la délégation thaïlandaise en France, l'UIHJ et la Chambre nationale française ont été royalement reçue en Thaïlande des 13 au 22 juin 2004.



*Paysage de la province de Chiang Rai
Chiang Rai county landscape*

Un accueil exceptionnel

Quelques semaines à peine ont passé depuis la visite de la délégation thaïlandaise en France. La Chambre nationale des huissiers de justice française (CNHJ) est soudainement invitée à prendre part à une série de conférences organisées en Thaïlande. C'est tout naturellement que la CNHJ se tourne vers l'UIHJ, qui avait déjà assuré la maîtrise d'œuvre côté français, pour réunir l'équipe qui partira pour cette nouvelle aventure internationale. Tous ont répondu immédiatement favorablement à l'appel du président Isnard : Françoise Andrieux, présidente de la chambre départementale des huissiers de justice des Bouches-du-Rhône, Rose-Marie Bruno, huissier de justice, Mathieu Chardon, membre du Comité de l'UIHJ, René Duperray, secrétaire général de l'UIHJ, Anne Kerisit, membre de l'UIHJ, Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ et Jean-Paul Spinelli, membre du bureau de l'UIHJ.

Tout au long du séjour, l'accueil des autorités thaïlandaises a été extraordinaire, à l'image du pays tout entier. Dès son arrivée, la délégation a été reçue par son excellence, Ponghtep Thepkanchana, ministre de la Justice de Thaïlande dans son bureau de Bangkok. Les séminaires, qui se sont déroulés dans divers endroits de Thaïlande, ont donné l'occasion aux intervenants de découvrir, en témoins privilégiés, des aspects de la culture, du patrimoine et de la géographie qui font de la Thaïlande un pays exceptionnel, déroutant, fascinant et attachant.

Les prémices d'une future collaboration

Au cours d'un dîner offert par le ministère de la Justice, M. Thepkanchana a indiqué au président Isnard son ardent désir de voir à terme évoluer la profession d'huissier de justice vers un système libéral. Dans un premier temps, le gouvernement thaïlandais envisage de créer une profession libérale de commissaire-priseur et d'étendre progressivement ce statut libéral aux agents d'exécution. Le président Isnard a indiqué que l'UIHJ soutenait ce projet et désirait y apporter son aide. Cette aide se matérialisera dans un premier temps par un accord de coopération entre le ministère de la Justice de Thaïlande, la direction du service de l'exécution de Thaïlande et l'UIHJ. Si les espoirs de repartir en France avec cet accord signé ne se sont finalement pas concrétisés pour des raisons techniques, la Thaïlande a confirmé depuis à l'UIHJ qu'elle désirait instamment le mettre en place, afin de sceller la base d'une collaboration future et durable.

Trois séminaires

Les membres de la délégation UIHJ-CNHJ ont participé à trois séminaires internationaux. Au cours de ces manifestations, ils ont présenté les travaux de l'UIHJ ainsi que la profession d'huissier de justice en France, en Europe et dans le monde. Les thèmes des conférences avaient été choisis par les Thaïlandais, s'inspirant de façon étroite avec ceux proposés en France en



Université de la province de Chiang Rai
Chiang Rai county University



La délégation française et leurs hôtes
The French delegation amidst their hosts

avril 2004. Le premier séminaire s'est déroulé à Chiang Mai, au Nord de la Thaïlande, devant un parterre d'environ 130 participants comprenant des représentants du ministère de la Justice, des hauts fonctionnaires, des magistrats, des huissiers de justice et des professionnels du droit. Afin de répondre au cahier des charges de ce séminaire exceptionnel (7 ateliers et 19 thèmes), une organisation quasi militaire s'imposait et chaque intervenant s'est attaché à traiter son thème de façon concise et précise. La salle, d'abord timide, a rapidement assailli les intervenants de questions concernant le statut des huissiers de justice dans le monde. Il faut dire que l'équipe présente autour du président Isnard était composée d'huissiers de justice rompus aux conférences, séminaires et séances de formation. Nos confrères français n'ont pas failli à leur mission et ont conquis l'auditoire par leur maîtrise des thèmes et leur grande connaissance de la profession dans le domaine international. Le président Isnard a indiqué que la Thaïlande serait le premier pays asiatique à rejoindre l'UIHJ. Dès lors, il serait possible aux huissiers de justice thaïlandais de voir comment les choses se passent dans les autres pays. « Pour l'UIHJ, a ajouté Jacques Isnard, cela serait une bonne chose que d'avoir un pays comme la Thaïlande en son sein. Cela permettrait d'échanger nos points de vue dans le cadre de cette fameuse globalisation dont on parle tant. Il faut bien prendre conscience que nous devons faire avancer les choses pour que la justice soit

plus efficace. Pour envoyer un acte de Paris à Bangkok, il faut quatre mois aujourd'hui. Il faut seulement deux à trois jours entre la France et la Belgique. La justice ne doit plus être critiquée pour sa lenteur. Nous comptons beaucoup sur nos confrères thaïlandais pour faire avancer les choses entre l'Europe et la Thaïlande. »

Les deux autres séminaires ont été à l'image du premier. La délégation de l'UIHJ-CNHJ a terminé sa mini tournée de conférences avec le sentiment d'avoir contribué à rapprocher un peu plus les huissiers de justice des divers continents.

Visite dans un service de l'exécution

La délégation de l'UIHJ-CNHJ a visité le 19 juin le service de l'exécution de la province de Phra Nakhon Si Ayutthaya et a été reçue par son directeur. Chacun a pu longuement discuter avec les membres du service de l'exécution, regarder de près les dossiers et les actes de nos confrères et appréhender ainsi les difficultés rencontrées lors de l'exécution d'une décision de justice en Thaïlande. Finalement, les problèmes sont les mêmes partout : comment localiser le débiteur, comment localiser ses biens, comment le contraindre efficacement à exécuter la décision de justice ? Ce ne sont que les méthodes et l'organisation qui changent. En Thaïlande, la bonne volonté des intervenants est avérée. Ce sont les moyens qui manquent dans ce pays comparable à la France en terme de population et de superficie.



Une impressionnante vente aux enchères

« Vous allez assister à la vente aux enchères d'immeubles de la décennie », avait-on promis. Effectivement, chacun gardera une impression très forte du spectacle qui s'est offert à ses yeux incrédules ce jour là à Bangkok. Des drapeaux et affiches signalent l'événement aux abords du bâtiment. Un catalogue de 400 pages est distribué à chaque visiteur. Dans une grande salle noire de monde, parsemée d'écrans multi-vision et de caméras à qui nul détail n'échappe, deux femmes commissaires-priseurs se relaient au micro. Le ministre de la Justice est présent et explique au président Isnard la scène presque surréaliste qui se déroule sous ses yeux. La vente de centaines d'immeubles se succède à un rythme effréné. Un entêtant compte à rebours sonore et lumineux égrène les secondes qu'il reste au débiteur pour soulever une contestation et à l'acheteur pour enchérir, dans un suspense sans cesse renouvelé. Chaque bien est minutieusement répertorié. Il figure en détail dans le catalogue et son numéro apparaît à l'écran lorsque vient son tour. Après la vente, l'acquéreur se rend aussitôt dans une autre pièce, où des employés alignés derrière des ordinateurs délivrent les titres de propriété et s'assurent du bon règlement.

Des promesses pour l'avenir

À l'issue de la vente aux enchères, la délégation a été vivement remerciée par les autorités thaïlandaises rassemblées pour cette émouvante manifestation. Les représentants du ministère de la Justice se sont excusés de ne pouvoir signer immédiatement l'accord de coopération, pour des questions techniques, a-t-on déclaré, mais les contacts seront poursuivis. Effectivement, quelques jours après le retour en France, le ministère de la Justice s'est mis en rapport avec l'UIHJ pour la poursuite de la signature de cet accord qui marquera historiquement et officiellement l'entrée de l'Asie au sein de l'UIHJ.

Plan d'accès pour se rendre chez un justiciable

How to reach an addressee



The UIHJ and a French delegation in Thailand

Further to the visit of the Thai delegation to France, the UIHJ and the French National Chamber received a royal reception when they visited Thailand from 13th to 22nd June 2004.

Exceptional Welcome

Just a few weeks after the visit of the Thai delegation to France, the French National Chamber of Judicial Officers (CNHJ) was suddenly invited to take part in a series of conferences organised in Thailand. Naturally, the CNHJ looked to the UIHJ, which had already dealt with the organisation in France, to get a team together to take part in this new international adventure. All those concerned immediately accepted the invitation from President Isnard: Françoise Andrieux, President of the County Chamber of Judicial Officers in the Bouches-du-Rhône, Rose-Marie Bruno, judicial officer, Mathieu Chardon, member of the UIHJ Committee, René Duperray, general secretary of the UIHJ, Anne Kerisit, UIHJ member, Bernard Menut, secretary of the UIHJ board and Jean-Paul Spinelli, UIHJ board member.

Throughout the trip, the welcome extended by the Thai authorities was extraordinary, a reflection of the country as a whole. On arrival, the delegation was received by His Excellency Pongthep Thepkanchana, Thai Justice Ministry, in his office in Bangkok. The seminars, which were held in various parts of Thailand, gave participants the opportunity of discovering, as privileged guests, the aspects of culture, heritage and geography that make Thailand an exceptional, mysterious, fascinating and touching country.

First steps in future cooperation

During a dinner given by the Justice Ministry, Mr Thepkanchana told President Isnard of his strong wish to see the profession of judicial officer evolve over time towards a liberal system. The Thai government initially intends to create



Un moyen de transport pratique - A handy transportation

a private profession of auctioneers and gradually to extend this private status to enforcement officers. President Isnard indicated that the UIHJ supported this project and would like to offer its support. This assistance will happen, in the first instance, by means of a cooperation agreement between the Thai Justice Ministry, the management of the Thai enforcement department and the UIHJ. Although hopes of returning to France with a signed agreement did not, in the end, come to anything for technical reasons, Thailand has since confirmed to the UIHJ that it would like to set this agreement up as soon as possible, in order to seal the basis for lasting cooperation in the future.

Three seminars

Members of the UIHJ-CNHJ delegation took part in three international seminars, at which they presented the work of the UIHJ as well as the profession of judicial officer in France, Europe and worldwide. The conference themes had been chosen by the Thai organisers, who took their inspiration from those used in France in April 2004. The first seminar took place in Chiang Mai, in northern Thailand, with 130 participants including representatives from the Justice Ministry, top grade civil servants, judges, judicial officers and legal professionals. In order to meet the specifications of this exceptional seminar (7 workshops and 19 themes), a near-military organisation was imposed, with each speaker endeavouring to deal with his theme as concisely and precisely as possible. The audience, which was initially rather reserved, quickly started to assail the speakers with questions regarding the



status of judicial officers worldwide. It must be said that the team present with President Isnard comprised judicial officers who are very used to attending conferences, seminars and training sessions. Our French colleagues did not fail in their mission and won the audience over with their knowledge of the themes addressed and their extensive knowledge of the profession on an international level. President Isnard indicated that Thailand would be the first Asian country to join the UIHJ meaning that Thai bailiffs would then be in a position to see how things are done in other countries. "For the UIHJ", added Jacques Isnard, "it will be a good thing to have a country like Thailand as one of its members. This will enable us to exchange points of view with the context of the famous globalisation that everyone's talking about. We must be aware that progress must be made to ensure that justice is more efficient. It currently takes four months to send a legal document from Paris to Bangkok, whereas only two or three days are needed between France and Belgium. Justice should no longer be criticised for being slow. We are relying a great deal on our Thai colleagues to ensure that progress is made between Europe and Thailand."



The other two seminars were very like the first one. The UIHJ-CNHIJ delegation completed its mini round of conferences with the feeling of having contributed to bringing judicial officers from different continents closer together.

Visit to an enforcement department

The UIHJ-CNHIJ delegation visited the enforcement department in Phra Nakhon Si Ayutthaya province on 19th June and was received by the director there. Everyone was able to discuss with members of the enforcement department at great length, to take a close look at the files and documents of our colleagues and to gain a grasp of the difficulties encountered when enforcing a legal decision in Thailand. Actually, problems are the same everywhere: finding a debtor, locating his assets, forcing him efficiently to execute the legal decision. It is only the methods and organisation used that are different. In Thailand officials are clearly doing their best, but resources are lacking in this country which is comparable to France in terms of population and surface area.

An impressive auction

"You are going to witness the decade's most important property auction" they told us. And indeed everyone will keep a very strong memory of the spectacle that unfolded before our incredulous eyes that day in Bangkok. Flags and posters hung around the building proclaimed the event. A 400 page catalogue was handed to each

visitor. In a large hall, bursting at the seams and scattered with multi-vision screens and cameras picking up the slightest detail, two women auctioneers relayed one another at the microphone. The Justice Minister was present and explained to President Isnard the almost surreal scene taking place. The sale of hundreds of buildings happened at frenetic speed. A crazy countdown in sound and lights ticked off the seconds remaining to the debtor to raise a claim and to purchasers to bid, with suspense that was constantly renewed. All the properties were minutely listed and detailed in the catalogue, with the property number appearing on the screen when its turn came. After the sale, the purchaser went immediately to another room where employees lined behind computers were issuing ownership titles and ensuring that payment was made correctly.

Promises for the future

After the auction, the delegation was thanked profusely by the Thai authorities who were all present for this touching ceremony. Representatives from the Justice Ministry offered their excuses for being unable to sign the cooperation agreement immediately, for technical reasons, they said, but contacts will be continued.

Indeed, just a few days after returning to France, the Justice Ministry got in touch with the UIHJ to continue work on the signature of this agreement which will historically and officially mark Asia's entry into the UIHJ.



Dans un délicieux restaurant de poissons - In a delicious fish restaurant



Office d'huissier de justice à Chiang Rai - Enforcement agent office in Chiang Rai



*Dans l'enceinte du Palais impérial de Bangkok
Inside the imperial palace of Bangkok*